



SECTION

**SERVICE DES
RETRAITES
DE L'ETAT**

C.T.L

Compte-Rendu
Comité Technique Local
du 5 juillet 2022

fo.sre@dgfip.finances.gouv.fr

Transfert de la section litiges BMRU vers le bureau 1A

La section « service et litiges » rattachée au pôle offre de service du BMRU depuis 2015 sera transférée au bureau 1A au 1/9/2022.

Périmètre des missions de la section litiges après le 1/9/2022

- Demandes de révisions / contestations (périmètre identique)
- Demandes de majoration pour enfant en 1^{er} droit (à l'étude entre 1B, BMRU et 1A)
- Soutien juridique à l'APDU et au PCR (le section litige n'assurera plus cette mission. Comme pour les autres bureaux, 1A pourra être sollicité pour les questions complexes ; un représentant du BMRU participera aux réunions juridiques inter-bureaux).
- Demandes d'informations personnalisées (le traitement de ces demandes pourra être réétudié après le transfert de la section au bureau 1A

Déménagement : installation prévue au 1^{er} étage avec le reste de l'équipe du bureau 1A **début 2023** après échange au sein de 1A, avec le BFIS, le SG et la DDPP.

FO a émis un avis favorable au transfert de la section litiges vers le bureau juridique compte-tenu de la nature des missions, de l'accueil et l'accompagnement proposé par le bureau 1A au collectif et du retour positif des agents. Néanmoins, **FO a interrogé la direction du SRE sur l'adéquation entre le nombre d'emplois implantés et la charge de travail**. L'activité de secrétariat jusqu'ici assurée par la secrétaire du BMRU est transférée aux rédacteurs sans ETP supplémentaire; par ailleurs, depuis 2 mois le service connaît une augmentation non négligeable du flux et du stock des demandes et enfin, l'équipe connaît un fort taux de renouvellement dans un domaine d'expertise qui nécessite du temps pour monter en compétence. **Le sous-directeur indique être prêt à réexaminer la situation des effectifs après quelques mois d'exercice.**

Bilan réorganisation 2A/2B

Nouvelle organisation depuis 1/09/2021 :

- ◆ Bureau 2B : études, développement infrastructure et production
- ◆ Bureau 2A : support transverse et coordination (programmation budgétaire, suivi et exécution des dépenses informatiques, coordination, conventions techniques avec les partenaires)

Depuis mai 2022, un responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) est rattaché à la cheffe de bureau.

6 actions ont été menées suite aux Groupes de travail internes mis en place autour de la réorganisation :

- x formaliser un protocole d'accueil des nouveaux arrivants
- x améliorer l'organisation de la conduite des projets
- x mettre en ligne de véritables organigrammes fonctionnels
- x rédiger un schéma directeur du numérique (**la feuille de route du bureau n'a pas été finalisée faute de recrutement d'un second adjoint au bureau 2B. Son arrivée est prévue en septembre ou octobre**)
- x organiser des réunions inter-bureaux
- x créer un « qui fait quoi ? »

Pour autant, un certains nombre d'irritants relevé dans les groupes de travail n'ont pas encore trouvé de solution. Néanmoins, **FO a émis un avis favorable au bilan de cette réorganisation** qui ne modifie pas fondamentalement la composition des équipes, ni leurs missions. Par contre, **FO a demandé une présentation détaillée au prochain CTL de de l'impact du décomissionnement de VISA3 et des travaux de MUT-SI (référentiel, paiement et Lot simulation) sur les missions** des différentes équipes informatiques.

Contrôle activité téléphonique et certification

Un dispositif de contrôle interne des appels téléphoniques sera mis en œuvre au 2^{ème} semestre 2022 au pôle conseil retraite du BMRU (comme pour les courriels)

Description du dispositif :

- ◆ Des **campagnes d'enregistrement** d'une journée par trimestre **annoncées en amont** aux conseillers
- ◆ Un contrôle trimestriel des appels sur la base d'un tri aléatoire de **30 enregistrements**
- ◆ Des enregistrements constituant l'échantillon conservés 6 mois
- ◆ Des enregistrements non soumis au contrôle supprimés automatiquement sous 15 jours
- ◆ Un contrôle de supervision fondé sur **une grille d'analyse partagée avec les conseillers** (à consulter [ICI](#))
- ◆ Contrôle de 1^{er} niveau par l'encadrement (trimestriel)
- ◆ Contrôle de 2nd niveau par la cellule qualité du BMRU (semestriel)

L'objectif du dispositif est d'effectuer **un retour pédagogique global et anonyme** vers le collectif de travail. Si des **échanges individuels** devaient avoir lieu suite à cette supervision, ils **devraient se faire de manière confidentielle dans le cadre de la conduite de l'activité et non dans celui de l'évaluation professionnelle**. En effet, compte-tenu du caractère aléatoire, trimestriel et restreint des enregistrements, une anomalie relevée ne pourrait pas être considérée comme représentative du niveau de connaissance professionnelle du conseiller par exemple.

FO a interrogé la direction sur la réalisation du contrôle de 1^{er} niveau. L'adjoint au chef de bureau a indiqué que **ce sont les cadres du pôle qui seraient chargés de le réaliser**.

Bilan Social 2021

Agent en détachement : **FO** a demandé et obtenu un accord pour l'**organisation d'une réunion d'information collective à destination des agents en situation de détachement** afin qu'ils puissent bénéficier d'un temps d'échange avec le SG pour pouvoir poser leurs questions.

Mobilité interne : compte-tenu des difficultés rencontrées cette année, **FO** a demandé la tenue d'**un groupe de travail en amont de la prochaine campagne de mobilité** pour rediscuter des règles de mobilité internes au SRE. Il aura lieu le 11 octobre.

Promotion interne :

- *Agents de statut DGFIP* : **FO** a une nouvelle fois interrogé le directeur du SRE sa volonté d'examiner avec attention la candidature d'un agent du service en cas changement de grade suite à la réussite d'un concours ou de promotion. La position du directeur est claire : **il ne s'oppose pas par principe à sélectionner un agent qui postulerait au vivier DGFIP mais il ne facilitera pas son retour. FO s'oppose fermement à cette position et continuera de défendre l'intérêt des agents** et du service sur ce sujet. Le directeur lui-même a bénéficié de son expérience acquise comme sous-directeur au SRE pour être choisi comme directeur c'est une évidence !

- *Agents SGMEF* : maintien de l'engagement de retour au SRE

Écrêtements horaires

FO a réitéré une nouvelle fois les demandes suivantes :

- la transmission mensuelle de la liste des agents écrêtés aux chefs de bureau
- un accompagnement des chefs de bureau par le SG sur ce sujet
- la transmission dans le bilan social du SRE du nombre total d'agents écrêtés par bureau et par catégorie d'agents

Le sous-directeur de la 1ère s'est engagé à réunir ses chefs de bureau de manière trimestriel sur ce sujet.

Formation pro : **FO** a rappelé sa position selon laquelle la formation doit être assurée par un binôme de formateurs et en présentiel dès que c'est possible. Dans le cadre du parcours de formation, ces formateurs sont rémunérés comme pour les autres formations ENFIP. Le SG a indiqué que l'essentiel des formations seraient assurées en présentiel si les conditions sanitaires le permettent. **FO** invite les formateurs à nous signaler les difficultés qu'ils rencontreraient sur ce sujet (rémunération notamment).

Quelques chiffres du bilan social 2021

523 emplois

19 contractuels
2 mise à disposition
34 détachement
55 % statut central / 45 % statut DGFIP

42 départs dont 31 pour retraite
41 nouveaux agents (14 SG MEF – 27 DGFIP)

Campagne mobilité interne 2021-2022

- 50 vœux de mobilité / 55 fiches publiées pour des postes susceptibles d'être vacants ou pour des remplacements ou créations de postes.
- 66 candidatures pour 31 candidats
- 19 agents avec un vœu de mobilité n'ont candidaté sur aucune fiche

Promotions 2021

29 agents promus (hors MAD)

- 19 promotions au choix par tableau avancement, liste d'aptitude ou sélection
- 10 promotions suite concours, examen professionnel ou qualification

Médecine du travail

- Des aménagements de poste sont possibles pour les agents en situation de handicap
- Réforme MP : grille de salaires harmonisées en inter-ministériel. Montée en compétence des infirmières sur des visites médicales quinquennales et accompagnement du MP dans les visites de poste.

Conditions de travail

Temps partiel

- 75 agents en temps partiel (88 % de femmes)
- Quotité la + demandée 80 %

Télétravail

- 413 agents en télétravail
- 106 agents n'ont pas demandé de télétravail

Compte épargne temps

- 493 CET ouverts (dont 28 nouvelles ouvertures)
- 13 116 jours en solde cumulé

Écrêtement Horaire

- 560 écrêtements de + de 6h
- Nombre d'heures écrêtées : 2190h

Questions diverses

La mission IGF en cours a pour objectif de mesurer les **coûts de gestion du SRE** afin d'établir des éléments de comparaison entre les différents régimes. Un rapport devrait être publié prochainement. Il servira probablement d'appui aux décisions de réformes qui viendront.

Le contrôle de la Cour des comptes fait suite au [rapport de 2016](#) et à la fin de la réforme de la gestion des pensions, il interroge lui aussi les **coûts de gestion du SRE**.

L'audit MRA sur les flux entrants/sortants de la 1ère sous-direction est toujours en cours. Un résultat est attendu pour septembre.

Prochains CTL

16 septembre (suite CTL du 5/07)

17 novembre (DUERP- PAP)

Vos élus **FO** au SRE
Titulaires : Julie BILLY et Samantha MARIONNEAU
Suppléant : Pascal LAGARDE